

## La voix de l'Opposition de gauche

A bas le contrat de travail à durée indéterminée,  
vive le travailleur taillable et corvéable à merci !

**3 septembre 2012**

*«Aujourd'hui, le contrat de travail n'est plus un contrat stable, n'a plus aucun sens, c'est complètement détourné: les CDD, les missions d'intérim, les ruptures conventionnelles utilisées de manière extrêmement libérale. Tout cela fait qu'il y a une insécurité dans l'emploi», a affirmé le ministre du Travail.*

*«Il faut revoir cela pour donner plus de sécurité dans l'emploi. Il y a du temps partiel totalement imposé aux gens. Tout ceci doit être abordé par les partenaires sociaux. Cela doit être limité au strict minimum nécessaire», a-t-il ajouté.*

Mais, pour Michel Sapin, *«de l'autre côté», les entreprises doivent aussi «pouvoir s'adapter» aux nouvelles données économiques. «Il faut permettre une adaptation en terme d'organisation du travail, en terme de localisation de l'emploi, aussi en terme de quantité d'emplois», a estimé le ministre, choisissant, à l'instar du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de parler d'«adaptation» plutôt que de «flexibilité».*

*«Je ne sais pas ce que c'est que la flexibilité, je sais ce que cela veut dire dans la bouche de certains, cela veut dire qu'il faut que les salariés courbent l'échine», a-t-il lancé. «Eh bien non, c'est la possibilité pour chacun de sécuriser l'emploi du salarié, comme l'emploi dans l'entreprise», a-t-il dit. (20minutes.fr 02.09)*

A l'allemande quoi, alors qu'on constate aujourd'hui que des grandes entreprises annoncent des milliers de licenciements ou suppressions d'emplois, et ce n'est qu'un début.

C'est ce que les dirigeants syndicaux corrompus s'appêtent à négocier avec le Medef puisqu'ils en ont accepté le principe.

Sapin parle comme un patron, il se met à sa place et comprend ses besoins, normal pour un représentant d'un parti du capital. Ils ont beaucoup de mal à se faire passer pour autre chose, et s'ils pensent que c'est en se livrant à des contorsions sémantiques qu'ils y parviendront, employer *«adaptation»* au lieu de *«flexibilité»* ou *"efforts justes"* au lieu d'austérité, ils se mettent le doigt dans l'oeil, les quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas été voté le 17 juin pour un candidat du PS l'ont parfaitement compris.

Il y a un autre aspect dans cette histoire de *"sécurisation de l'emploi"* dont personne ne parle, c'est qu'elle concerne seulement ou en priorité les grandes entreprises, l'aristocratie ouvrière qu'ils entendent protéger autant que faire se peut, puisqu'elle fait partie du fond de commerce de leurs *"partenaires sociaux"*, les syndicats ou plutôt les dirigeants syndicaux avec lesquels ils négocient la liquidation des droits de l'ensemble des travailleurs et dont ils ne peuvent pas se passer pour gouverner pour le compte du capital.

Mieux encore, ils se destinent à protéger l'emploi de certaines couches de travailleurs qui ne représentent qu'une minorité, tandis que la majorité sera purement et simplement vouée au chômage, plus fort encore, si, si c'est possible, allons au bout de notre analyse, les mesures de chômage partiel sont prises en charge par l'Etat, ce qui signifie que c'est l'ensemble des travailleurs qui vont le financer, y compris ceux qui seront jetés dehors parce qu'ils travaillaient dans l'une des 3 millions de petites ou moyennes entreprises.

Vous pensez que les dirigeants syndicaux y trouveront quelque chose à redire, vous plaisantez ou quoi ? Quel parti ouvrier soulève ce lièvre ? Aucun, et pour cause ils partagent le même fond de commerce que les syndicats. On comprend mieux ensuite pourquoi ils s'emploient à épargner le gouvernement ou ils évitent de s'y attaquer directement.